

### PRÉFET DE L'EURE

Direction départementale des territoires et de la mer

Service Eau, Biodiversité, Forêts

Unité police de l'eau et de la pêche Dossier suivi par : G. MAUSSE

Tél: 02 32 29 61 64 Fax: 02 32 29 61 81

Mail: gina.mausse@eure.gouv.fr

Notre référence : GM/JE

Objet : Dossier de déclaration au titre du code de

l'environnement
Accord suite fond

Evreux, le 10 avril 2015

SNC LE BOIS DU COQ 717, route de la mairie 27520 LE THEILLEMENT

Envoi en recommandé avec accusé de réception

Monsieur,

Votre dossier de demande de déclaration au titre du code de l'environnement concernant l'opération suivante :

- Réalisation d'un lotissement de 17 lots sur la commune de THUIT SIGNOL.

a été enregistré au guichet unique police de l'eau sous le numéro 15009 (27-2015-00008) à la date du 26 janvier 2015.

Après examen des compléments remis le 10 avril 2015 suite à ma demande du 10 février 2015, j'ai l'honneur de vous informer que votre dossier est **régulier** <u>au titre de la loi sur l'eau</u> et que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration.

Dès lors, vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception du présent courrier.

Copies de la déclaration, du récépissé et de ce courrier sont adressées dès à présent à la mairie THUIT SIGNOL où cette opération doit être réalisée pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Ces documents seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Eure durant une période d'au moins six mois.

En application des dispositions de l'article R 514-3-1 du code de l'environnement, cette décision pourra être déférée à la juridiction administrative :

par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou dangers que le fonctionnement de l'installation présente par les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 dans un délai d'un an à compter de la date d'affichage en mairie de la commune de THUIT SIGNOL. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de 6 mois après cette mise en service.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de 6 mois après cette mise en service :

– par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le chef du pole territorial de l'eau



### PRÉFET DE L'EURE

# RECEPISSE DE DECLARATION CONCERNANT LA REALISATION D'UN LOTISSEMENT SUR LA COMMUNE DE THUIT SIGNOL PETITIONNAIRE: SNC LE BOIS DU COQ Numéro d'enregistrement: 15009 (27-2015-00008)

Le Préfet de l'Eure Chevalier de la Légion d'Honneur

### VU

- le code de l'environnement ;
- le code général des collectivités territoriales ;
- le code civil, et notamment son article 640 ;
- l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5;
- l'arrêté préfectoral DDTM/2011/57 du 15 avril 2011, portant répartition des compétences entre les services de l'Etat dans les domaines de la police et de la gestion des eaux superficielles et souterraines et de la police de la pêche et organisation de la Mission Inter-Services de l'Eau et de la Nature (MISEN) dans le département de l'Eure;
- le dossier de déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement déposé le 26 janvier 2015 par SNC le Bois du Coq et enregistré sous le n° 15009 (27-2015-00004) relatif à la réalisation d'un lotissement de 17 lots « Le Bois du Coq », sur la commune de THUIT SIGNOL;

## donne récépissé à :

# SNC LE BOIS DU COQ 717, route de la mairie 27520 LE THEILLEMENT

de la déclaration concernant la réalisation d'un lotissement de 17 lots « Le Bois du Coq », parcelles cadastrées ZI n° 34 - 35, sur la commune de THUIT SIGNOL.

Les ouvrages constitutifs de ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement.

Les rubriques concernées du tableau « nomenclature » annexé à l'article R 214-1 du code de l'environnement sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêté de prescriptions générales correspondant
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux superficielles ou dans un bassin d'infiltration, la superficie totale desservie étant : - supérieure ou égale à 20 ha : Autorisation - supérieure à 1 ha, mais inférieure à 20 ha : Déclaration	Déclaration	

Au vu des pièces constitutives du dossier <u>complet</u>, il n'est pas envisagé de faire opposition à cette déclaration, aussi **le déclarant peut débuter son opération** dès réception du présent récépissé, sans attendre le délai de 2 mois imparti à l'administration pour faire une telle opposition.

Copies de la déclaration et de ce récépissé sont adressées à la mairie de la commune de THUIT SIGNOL où cette opération doit être réalisée, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Ces documents seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Eure durant une période d'au moins six mois.

En application des dispositions de l'article R514-3-1 du code de l'environnement, cette décision pourra être déférée à la juridiction administrative :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 dans un délai d'un an à compter de la date d'affichage en mairie de la commune de THUIT SIGNOL. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de 6 mois après cette mise en service.
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

En application de l'article R 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, <u>avant réalisation</u> à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration à tout moment, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A Evreux, le 10 avril 2015

Le chef du pôle territorial de l'eau,

Guillaume PRNRION